



PENDANT QUE LE ROI MACRON PALABRE À VERSAILLES, LES EXÉCUTIONS CONTINUENT

I n'est plus à démontrer l'importance que revêt la justice de classe dans notre pays, quand on apprend la confirmation de la peine de prison avec sursis et à 5 ans de mise à l'épreuve pour nos 7 Camarades de Goodyear.

Des Camarades qui ont lutté sans relâche, mettant leur vie de famille de côté jusqu'à leur destruction pour certains.

Ces Camarades ont réussi, plus de 7 années durant, à maintenir un emploi pour 1143 salariés Goodyear, des centaines d'emplois induits, qu'ils soient prestataires ou sous-traitants. Ils ont tenu à bout de bras toute l'économie locale et sont aujourd'hui considérés comme de vulgaires criminels.

Ils auraient dû être remercié d'avoir réussi à faire plier et reculer l'échéance de la stratégie financière portée par le groupe Goodyear et Titan pour qui les Français sont tous des fainéants.

Au lieu de ça, c'est la descente aux enfers que leur imposent Macron et son gouvernement. Un gouvernement qui exécute la sentence malgré la demande de la direction de Goodyear de ne pas engager de poursuites.

Cette condamnation, est une atteinte aux libertés syndicales et à toute forme de contestation. Elle vise à s'assurer que ces militants ne puissent plus militer, agir sans risquer de se retrouver en prison.

Eteindre toutes formes de résistance n'est 'il pas l'objectif recherché dans les ordonnances ?

La CGT existe depuis 1895 et en a vu d'autres. Ce n'est pas un énarque de la finance qui éradiquera le syndicalisme de lutte, porté par nos camarades et la CGT.

LA FNIC-CGT CONDAMNE CE JUGEMENT DE CLASSE

ET APPELLE À POURSUIVRE LA LUTTE SOUS TOUTES CES FORMES.